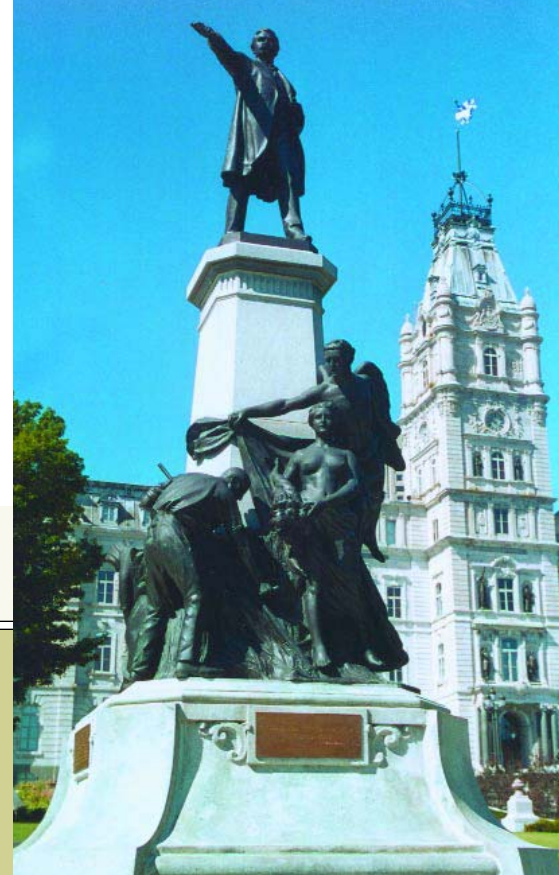


« Nous devons revendiquer nos droits avec fermeté mais sans agression ; nous devons combattre avec énergie tout ce qui tend à détruire notre caractère national, mais nous devons respecter chez les autres les droits que nous réclamons pour nous. La lutte que nous avons à faire est toute pacifique [...] »

Le patriotisme. Conférence donnée par Honoré Mercier le 16 août 1882 à la salle Jacques-Cartier de Québec

Buste d'Honoré Mercier sculpté par Louis-Philippe Hébert en 1891 Musée du Québec, photo Patrick Altman



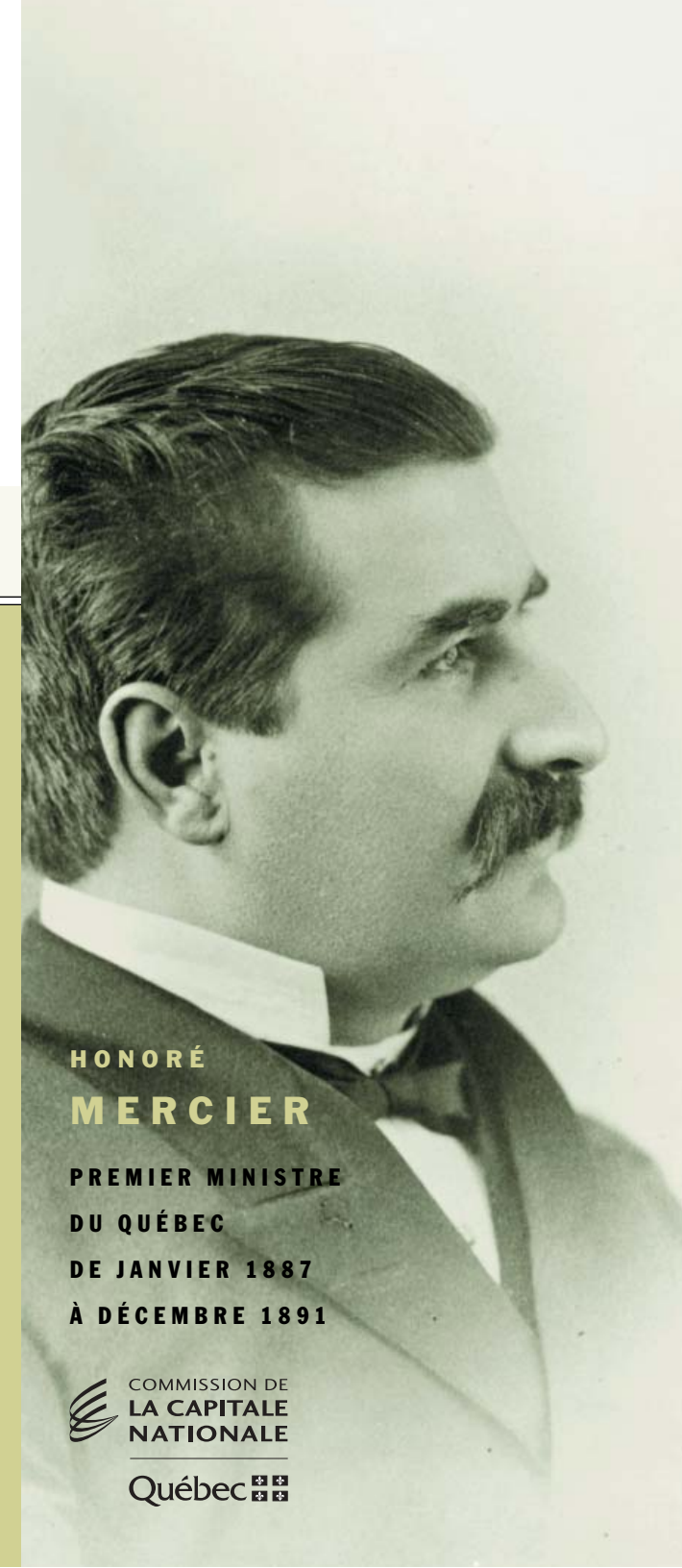
Commission de la capitale nationale du Québec, photo Denis Lemelin

Le monument Honoré Mercier

Le monument Honoré Mercier est l'œuvre du sculpteur français Paul-Romain Chevré (1867-1914). Les bronzes ont été coulés à Bruxelles et la maçonnerie exécutée par Joseph Gosselin, de Lévis. Chevré est aussi le créateur des monuments Samuel-De Champlain (1898) et François-Xavier Garneau (1912) à Québec, ainsi que d'une statue de Marianne symbolisant la France, à Montréal (1913).

Honoré Mercier y est représenté dans une de ses poses familières d'orateur. Les hauts-reliefs rappellent des thèmes chers à l'ancien premier ministre. Ceux de la face antérieure représentent une Éloquence ailée qui dévoile l'Abondance produite par l'agriculture. Sur la face postérieure, une femme serrant un drapeau sur sa poitrine symbolise le Patriotisme. Les plaques de bronze du socle contiennent des citations célèbres de Mercier. Le monument a été commandé par le gouvernement de sir Lomer Gouin, gendre et collaborateur de Mercier. Il a été inauguré le 25 juin 1912, au lendemain de la Fête nationale et durant le Premier Congrès de la langue française réuni à Québec.

En couverture :
Le premier ministre Honoré Mercier
Archives nationales du Québec
à Québec, fonds Notman et fils



**HONORÉ
MERCIER**

**PREMIER MINISTRE
DU QUÉBEC**

DE JANVIER 1887

À DÉCEMBRE 1891

COMMISSION DE
LA CAPITALE
NATIONALE

Québec

L'AUTONOMIE PROVINCIALE

constitution. Le gouvernement central repoussera les résolutions adoptées par la conférence et entérinées par les législatures provinciales, mais l'initiative de Mercier imprimera une dynamique nouvelle dans les rapports entre les deux paliers de gouvernement.

Pour financer son ambitieux programme, Mercier emprunte de l'argent sur les marchés étrangers et cherche à intéresser des investisseurs. À cette fin, il se rend à New York dès le mois de mai 1887, à Paris et à Rome l'année suivante, et de nouveau en France, en Belgique et en Italie en 1891. Le premier ministre visite aussi plusieurs centres franco-américains où il plaide la cause de l'instruction et du patriotisme. Hautement publicisés, ses déplacements donnent au Québec une notoriété avantageuse. Mercier en tira aussi un prestige personnel.



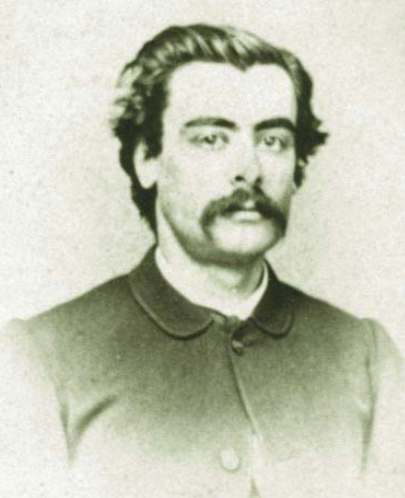
Vitrail de l'église de Tourouvre, en France, commémorant la visite d'Honoré Mercier. Celui-ci porte son habit de comte romain.
Association des Mercier d'Amérique du Nord, photo Artaud frères

LA CHUTE

En juin 1890, le Parti national remporte une victoire éclatante, mais ne conservera pas longtemps le pouvoir. À la faveur du scandale du chemin de fer de la baie des Chaleurs, qui éclate à l'été 1891, le lieutenant-gouverneur Auguste-Réal Angers remet le pouvoir au parti conservateur de Charles-Eugène Boucher de Boucherville. Aux élections de mars 1892, le Parti national est décimé, mais Mercier conserve son siège dans le comté de Bonaventure. Traîné devant les tribunaux par le nouveau gouvernement, il est acquitté. Ses discours publics, dans lesquels il continue de plaider les intérêts nationaux des Canadiens français et l'indépendance du Canada face à l'Empire britannique, attirent toujours l'attention. Mais il est personnellement ruiné, son prestige est entamé et le diabète le rongé.

À l'été 1894, Honoré Mercier est terrassé par la maladie et meurt à Montréal le 30 octobre, âgé de 54 ans. Ses compatriotes ne l'ont pas oublié, car 100 000 d'entre eux assistent à ses funérailles dans la métropole. Chaque année pendant la décennie suivante, une imposante manifestation commémorative au cimetière Notre-Dame-des-Neiges soulignera l'anniversaire de son décès.

La foule en face du monument Mercier, la démonstration du 1er novembre au cimetière de la Côte-des-Neiges.
Bibliothèque nationale du Québec,
Le Monde illustré, 14 novembre 1896



HONORÉ MERCIER NAÎT LE 15 OCTOBRE 1840 À SAINT-ATHANASE D'IBERVILLE DANS UNE FAMILLE D'AGRICULTEURS. SES ÉTUDES AU COLLÈGE SAINTE-MARIE DE MONTRÉAL LE CONDUISENT AU JOURNALISME PUIS À LA PROFESSION D'AVOCAT, QU'IL EXERCE À PARTIR DE 1864.

Honoré Mercier vers 1863
Archives nationales du Québec à Québec, fonds famille Livernois

LE PARTI NATIONAL

Attaché aux convictions patriotes et libérales de sa famille, Mercier s'intéresse à la vie politique. Il s'affiche toutefois comme un modéré et critique les divisions partisans. En 1872, il met ses idées à l'épreuve en se faisant élire dans le comté fédéral de Rouville sous la bannière du Parti national, une formation désireuse de placer l'intérêt national au-dessus des clivages traditionnels. Cependant, l'expérience échoue et Mercier joint le Parti libéral.

Le 30 avril 1879, Mercier est nommé solliciteur général dans le gouvernement d'Henri-Gustave Joly de Lotbinière. Quelques semaines plus tard, il remporte l'élection complémentaire de Saint-Hyacinthe. Le gouvernement Joly est renvoyé dans l'opposition en novembre, mais Mercier continue de se distinguer par ses talents de tribun et de rassembleur. Il devient chef de l'opposition au début de 1883.

À l'automne 1885, le Québec est indigné par la pendaison en Saskatchewan du chef métis Louis Riel. Mercier canalise ce sentiment dans la formation d'un nouveau Parti national composé de libéraux et de conservateurs déçus par la position de leur parti. Son programme propose d'axer le progrès national sur l'instruction publique, la colonisation de nouveaux territoires et le renforcement de l'autonomie de la province. Mercier remporte les élections générales et devient premier ministre en janvier 1887.

Dès son entrée en fonction, le gouvernement Mercier règle avec succès le délicat problème de la restitution des biens des jésuites que la couronne britannique avait confisqués en 1800. La plus grande partie des sommes récupérées revient aux jésuites, à l'université Laval de Québec et à sa filiale de Montréal. Quelques années plus tard, Mercier négocie la fusion des deux écoles de médecine francophones de Montréal, handicapées par leur concurrence.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Dans ses discours, Mercier insiste sur le rôle de l'instruction dans l'exercice de la démocratie. Pour exercer son droit de vote de manière éclairée, dit-il, il faut savoir lire, réfléchir et posséder des connaissances variées. D'autre part, dit-il aussi, des travailleurs et des agriculteurs instruits augmenteront la richesse collective. En 1888, son gouvernement annonce la création d'un réseau d'écoles du soir pour les travailleurs. Implantée en 1889, cette mesure remporte un immense succès. Stimulé par l'exemple de l'Ontario et de plusieurs États américains, le gouvernement national encourage également la formation de bibliothèques publiques et l'édition de livres canadiens.

Malgré ses convictions personnelles et celles de ses collègues libéraux, Mercier n'ose pas proposer l'instruction obligatoire. Pour se maintenir au pouvoir, il doit en effet composer avec les « conservateurs nationaux » et avec l'influence des Églises. Ces dernières contrôlent le système scolaire et s'opposeraient avec la dernière énergie à une intervention accrue de l'État en éducation, qui serait à leurs yeux un pas vers la laïcisation.



Honoré Mercier en visite au lac Saint-Jean, août 1887
Archives nationales du Québec à Québec

LA COLONISATION

Au cours du XIX^e siècle, des centaines de milliers de Québécois, originaires surtout des campagnes, émigrent aux États-Unis à la recherche d'emplois. Cet exode inquiète les élites, qui tentent de le freiner en ouvrant de nouveaux territoires à la colonisation. Le gouvernement Mercier accentue cet effort. Il favorise la construction de voies ferrées vers les territoires en friche et souligne cette politique en inaugurant, en août 1887, la ligne reliant Québec au lac Saint-Jean.

En 1888, Mercier crée le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et en prend la tête pendant plusieurs mois, s'adjoignant le curé Antoine Labelle, un personnage entreprenant et populaire, comme sous-ministre. La même année, son gouvernement modifie le régime forestier en faveur des colons, notamment en empêchant la coupe de bois dans les zones habitées. Il travaille également à l'amélioration du réseau routier, entre autres pour faciliter la

Honoré Mercier et le personnel du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, le 1^{er} septembre 1889. Assis à gauche, le ministre William Rhodes, et à droite, le sous-ministre Antoine Labelle, prêtre.
Archives nationales du Québec à Québec, photo A. R. Roy



production laitière. Au début de 1890, il adopte une loi par laquelle il octroie gratuitement une terre de 100 acres aux parents de 12 enfants et plus. Il crée aussi l'ordre du Mérite agricole pour encourager les cultivateurs. Dans le domaine ouvrier, il applique en 1888 des contrôles sur le travail des enfants et l'hygiène en milieu de travail.



La Conférence interprovinciale tenue à Québec en 1887. Assis, de gauche à droite, les premiers ministres George Andrew Blair (Nouveau-Brunswick), Honoré Mercier (Québec), Oliver Mowat (Ontario), William Stevens Fielding (Nouvelle-Écosse) et John Norquay (Manitoba).
Archives nationales du Québec à Québec, photo M. A. Montminy

L'AUTONOMIE PROVINCIALE

Mercier rappelle constamment sa fierté d'appartenir à une nation qui a implanté la culture française et la religion catholique en Amérique. À ses yeux, la province de Québec est la mère patrie et le rempart politique de cette nation. C'est pourquoi elle doit défendre son autonomie dans la Confédération canadienne, disposer des revenus nécessaires à sa croissance et nouer des liens à l'étranger avec ses alliés naturels.

Lorsque Mercier prend le pouvoir, l'autonomie des provinces face au gouvernement fédéral est depuis plusieurs années le cheval de bataille de son collègue ontarien Oliver Mowat. À cette époque, le gouvernement central essaie de modeler à son avantage les jeunes institutions du régime fédéral. Pour mieux définir le partage des pouvoirs et renforcer la solidarité des provinces, Mercier convoque tous les premiers ministres à une conférence à Québec, du 20 au 28 octobre 1887. Ceux du Canada et de deux provinces déclinent l'invitation, mais les quatre autres l'acceptent. Préparée par Mercier et présidée par Mowat, la conférence revendique notamment la fin du droit d'Ottawa de désavouer des lois provinciales, une augmentation des subsides fédéraux aux provinces, l'adoption d'une politique de libre-échange avec les États-Unis et plusieurs modifications à la